

Ali Abunimah: « Quand les faits changent, la solution devrait suivre »

Description

Quand les faits changent, la solution devrait suivre

Le soutien populaire pour la solution d'un seul État est plus important que ce que l'on pourrait penser.

PAR [ALI ABUNIMAH](#)

PUBLIE LE 18 JUILLET 2012

Une manifestante arabe israélienne brandit un drapeau palestinien lors d'une marche pour le Droit au Retour des réfugiés palestiniens expulsés en 1948.
Photographe : Getty Images

Israéliens et Palestiniens ne s'accordent généralement pas sur le sujet, mais un sondage récent, financé par les Fondations Konrad Adenauer et Ford ([kas_31486-1522-2-30 pdf](#)), a semblé indiquer que 70% des Israéliens et une proportion quasi-équivalente de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, considéraient les chances d'établissement d'un Etat palestinien indépendant dans les cinq prochaines années comme « inexistantes » ou « faibles ».

Ils ont raison. Il n'y aura pas d'état palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza et il n'y aura pas de « solution à deux états ». C'est une conclusion que de nombreux diplomates et officiels du processus de paix admettent en privé mais refusent de reconnaître en public.

Les raisons immédiates sont claires : depuis qu'il a occupé la Cisjordanie et la Bande de Gaza en 1967 (ainsi que le plateau du Golan syrien et le Sinaï égyptien), Israël a consacré ses efforts à rendre l'occupation irrévocable en confinant et en déplaçant les communautés palestiniennes, les remplaçant par des colonies tentaculaires exclusivement juives.

Ce projet a échoué à Gaza. Israël a abandonné ses colonies dans le territoire en 2005 et a choisi de le transformer en une prison à ciel ouvert géante pour contenir une population palestinienne appauvrie, en grande partie réfugiée dont Israël n'a pas besoin car bien qu'autochtone, elle n'est pas juive. Par contraste, Israël a redoublé ses efforts dans la colonisation de la Cisjordanie, à tel point que bien plus d'un demi-million de colons y vivent une existence privilégiée, contrairement à pas moins de 42% du territoire, tandis que plus de deux millions de Palestiniens vivent une existence de plus en plus précaire, dans des espaces enclavés, entourés par des murs, des checkpoints et l'armée israélienne. Sur les seules trois dernières années, la population coloniale israélienne en Cisjordanie s'est accrue de 18%.

Pendant des décennies, il y a eu un consensus largement soutenu par de nombreuses résolutions de l'ONU sur le fait que les colonies israéliennes sont illégales et doivent être supprimées. Or, plutôt que de faire face à Israël, la « communauté internationale » a été complice, canalisant l'assistance et les énergies palestiniennes à maintenir un bantoustan tout comme l'Autorité palestinienne qui, loin d'être l'embryon d'un Etat, agit comme un sous-traitant économique/militaire d'Israël. Le dilemme, dans une perspective sioniste, est que le projet colonial a bien réussi mais pas assez bien encore. Bien qu'Israël soit retranché en Cisjordanie, la population juive totale en Palestine historique avoisine à peine les 50%. En un espace de temps réduit, les Palestiniens seront de nouveau la majorité, tels qu'ils étaient avant 1948 quand plus de 700 000 d'entre eux ont été expulsés. Il n'y a pas de solution sioniste au dilemme d'Israël qui ne perpétue d'injustice flagrante. En dépit des oraisons simplistes concernant la solution à deux états, Palestiniens et Israéliens ne peuvent pas être séparés en deux nations ethniquement homogènes sans le risque d'un nettoyage ethnique de masse et de violences, comme cela s'est produit quand Israël a été créé.

Si deux états ethniquement distincts sont inconcevables et injustes, vers quoi alors se diriger ? Le sondage Konrad Adenauer/Ford a constaté de manière remarquable que 36% des Israéliens (28% en comptant uniquement les Juifs) et 31% des Palestiniens s'accordent sur l'argument qu'il est nécessaire de commencer à penser à une solution d'un seul état pour deux peuples dans lequel Arabes et Juifs jouiraient de l'égalité.

Ces chiffres sont élevés de façon étonnante, étant donné le fait qu'aucun des principaux partis politiques ou personnalités internationales n'a défendu une telle issue; en effet, ils la dénoncent systématiquement. Cela suggère qu'il pourrait y avoir plus de réalisme et de créativité à la base. Ils sont d'autant plus stupéfiants que, même au début des années 1990 quelques années avant que Nelson Mandela ne soit élu président le pourcentage de Sud-Africains blancs préparés à envisager le système d'une personne, un vote dans une Afrique du Sud non- raciale a rarement excédé les plus petites unités.

De plus en plus parmi les Palestiniens, le point de focalisation se déplace de la création d'un État à un discours sur les droits. Il n'est pas d'endroit où cela s'incarne plus succinctement que dans l'appel de la société civile palestinienne pour le Boycott, les désinvestissements et les sanctions sur Israël. Sans stipuler un État ou deux, cet appel demande la fin de l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 ; la reconnaissance des Droits fondamentaux des citoyens palestiniens d'Israël à une égalité pleine et entière ; et n'importe quelle issue pourvue qu'elle respecte, protège et promeuve le droit des réfugiés palestiniens à rentrer chez eux.

Ces demandes ancrées dans les droits universels et le droit international pourraient-elles être exaucées par une solution à deux États ? Cela n'est pas exclu, ai-je soutenu, si une telle approche prenait exemple sur l'Accord du Vendredi saint de 1998 pour l'Irlande. Cependant, ce n'est pas une solution à deux États que n'importe quel sioniste accepterait. Aucune issue politique juste, quelle soit celle d'un État ou deux, ne peut préserver la demande des Israéliens pour la suprématie des droits juifs sur ceux des Palestiniens.

En fin de compte, je crois, la logique et l'inévitabilité d'un seul État seront acceptées. Comme en Afrique du Sud et en Irlande du Nord, toute solution juste impliquera un processus long et difficile de renégociation des relations politiques, économiques et culturelles. Mais c'est là où le débat, sans cesse, se déplace.

Traduction : Marie Grégoire pour l'Agence Média Palestine

[Source en anglais](#)

date créée
2012/07/27